

MAJORITÉ DÉPARTEMENTALE

ENSEMBLE POUR L'ESSONNE

Le Gouvernement fait les poches des Départements pour financer ses propres dérapages budgétaires sur le RSA et l'accueil des étrangers

Faute "d'inversion de la courbe du chômage", de nombreux chômeurs en fin de droits ont été poussés vers le RSA. Le gouvernement, incapable de juguler son déficit, se défait sur les Départements. De nombreux Départements sont actuellement en situation critique du fait de la baisse des dotations et de la non compensation du coût du RSA.

L'Essonne, par exemple, verse le RSA à plus de 26 000 personnes. Or, l'État va diminuer de moitié la dotation globale de fonctionnement (elle va passer de 160 M€ à 84 M€) tandis que le reste à charge pour les allocations individuelles de solidarité (RSA, APA et PCH) a représenté 130 M€ en 2015. Ces deux effets cumulés représentent l'équivalent de 3 fois la hausse d'impôts décidée en 2016 !

Pour faire face aux dépenses obligatoires que l'État devrait assumer mais n'a plus les moyens de finan-

cer, certains Départements dont l'Essonne sont contraints de recourir à la fiscalité. Non content de ne pas assumer ses responsabilités en matière d'aide sociale, le gouvernement transfère le mécontentement fiscal sur les Départements. Qui plus est, par un tour de passe-passe scandaleux, le gouvernement prétend aujourd'hui s'approprier les sommes que les Départements affectent au RSA sans compensation suffisante. Ce que le gouvernement fait pour le RSA, il le fait aussi pour la prise en charge des mineurs isolés étrangers (MIE) qui est légalement à la charge de l'État. Depuis 2012, le nombre de ces MIE a doublé pour atteindre près de 400. Le coût par individu est d'environ 60 000 € par an.

Le gouvernement va décréter la hausse du point d'indice qui sert de base au calcul du traitement des fonctionnaires (d'État, hospitaliers et territoriaux). Cette décision est prise

sans concertation avec les collectivités territoriales. Si l'on peut se réjouir pour les fonctionnaires, dont on peut saluer ici le dévouement et le professionnalisme, il ne faut cependant pas oublier que les agents publics sont rémunérés sur les deniers publics donc sur nos impôts. Le coût de cette mesure "opportune" à la veille des élections présidentielles s'élève à près de 2 M€ en année pleine pour l'Essonne, somme qu'il faudra financer par des économies supplémentaires. En effet il est hors de question de recourir à une hausse d'impôt. Nous en prenons ici l'engagement.

Or, faute de réformes structurelles, le gouvernement contamine les collectivités territoriales. Au final, tout se passe comme si le gouvernement organisait méthodiquement l'étranglement financier des Départements mettant de fait en grave danger la chaîne institutionnelle de la solidarité nationale.

GRUPE ENSEMBLE POUR L'ESSONNE / 01 60 91 90 52

Jérôme BÉRENGER, Michel BOURNAT, Dany BOYER, Guy CROSNIER, Laure DARCOIS, Serge DASSAULT, François DUROVRAI, Dominique ÉCHAROUX, Sandrine GELOT-RATEAU, Aurélie GROS, Patrick IMBERT, Éric MÉHLHORN, Caroline PARÂTRE, Nicole POINSOT, Claude PONS, Sophie RIGAULT, Alexandre TOUZET, Caroline VARIN, Brigitte VERMILLET.

UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

Le budget départemental 2016 salué par Standard & Poors

Le 25 janvier dernier, l'agence de notation a confirmé le retour du département de l'Essonne parmi les bons élèves en matière de gestion budgétaire. La Majorité, à laquelle nous appartenons, a su prendre les décisions qui s'imposaient avec courage et sérieux. La perspective financière s'améliore et permettra de subvenir, de façon sincère, à nos dépenses obligatoires dans le domaine du social, mais aussi de nous désendetter progressivement.

GRUPE UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

01 60 91 90 67

Dominique BOUGRAUD, Marie-Claire CHAMBARET, Sylvie GIBERT, Nicolas MÉARY.